

Projet Graine

Ali Bongo Ondimba dans le Haut-Ogooué

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

LE chef de l'Etat, accompagné de son épouse, Sylvia Bongo Ondimba, se rend, ce dimanche, dans cette province au Sud-Est du Gabon où il va procéder, lundi prochain, au lancement officiel du projet Graine. Il sera

question de remettre aux représentants des coopératives agricoles les agréments leur permettant d'être accompagnés par les pouvoirs publics. Le Haut-Ogooué est la cinquième province, après l'Ogooué-Ivindo, le Woleu-Ntem, la Ngounié, l'Ogooué-Lolo, à être concernée par ce vaste programme agricole. Comme dans ces précédentes contrées, le

président de la République, Ali Bongo Ondimba, sera au centre de plusieurs activités. Notamment la remise des agréments aux représentants des coopératives de l'ensemble des départements, ainsi que la visite de certaines pépinières. Selon des sources concordantes, il s'agit de 133 coopératives qui seront au cœur dudit programme. Le personnel appelé à être dé-

ployé est estimé à 2341 membres. Lesquels vont se répartir 40 titres fonciers et 87 agréments. Le tout sur une superficie de 75 hectares. Plusieurs sites vont recevoir la visite du numéro un gabonais qui devra normalement se rendre du côté de Mvengué, à un jet de pierre de Franceville, et sur la route de Leconi où deux pépinières sont déjà sur pied.



Photo : OIOMO

Comme ici, dans l'Ogooué-Lolo, le chef de l'Etat va procéder, lundi, au lancement du programme Graine dans le Haut-Ogooué.

En prélude au lancement officiel

La coordination générale rencontre les Altogovéens

F.A.
Libreville-Gabon

UNE réunion a récemment eu lieu à l'immeuble Arambo, entre la coordination générale du programme

Gabonaise des réalisations agricoles et de initiatives des nationaux engagés (Graine) et les Altogovéens résidant ou de passage à Libreville. Il s'agissait pour Léandre E. Boloubou et les siens d'édifier sur ledit programme qui sera lancé dans le Haut-Ogooué, le lundi 8 février

2016 par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Cette rencontre s'est déroulée en deux phases. Dans un premier temps, a été évoqué l'état d'avancement de l'exécution dudit programme. A ce sujet, selon le coordonnateur du programme, il y a déjà environ 10 800 entre-

preneurs agricoles enregistrés en un an sur 20 000 attendus en l'espace de cinq (5) ans. Ces chiffres dépassent des objectifs assignés pour l'année 2015. La coordination du programme visait, en effet, 3000 personnes chaque année.

Pour le volet formation, des Gabonais ont été récemment formés en Malaisie. Cette formation se poursuivra avec cette fois 60 femmes issues des différentes provinces.

On notera que dans la province du Haut-Ogooué, il existe 2300 adhérents dont 1800 femmes. Le chef de l'Etat, lors du lancement officiel, va procéder à la remise de 96 agréments et 40 titres fonciers, sur 133 coopéra-



Photo : FA

Léandre E. Boloubou avec, à ses côtés, Billandri Buthuh, dg de l'Agriculture (gauche) et de Lasard Ossende, responsable de l'équipe technique et ingénieur agronome de formation.

tives recensées.

Il faut également souligner que la question du "planting" sera abordée au cours du séjour présidentiel dans cette région. Rappelons que cette opération a déjà débuté dans le Woleu-Ntem et à Leconi (Haut-Ogooué). Le coordinateur et son équipe se disent

satisfaits de l'avancement et des chiffres enregistrés à ce jour. Même s'ils le manque d'enthousiasme des jeunes. A cet effet, il a solennellement invité la tranche d'âge de 21 à 35 ans à se faire enrôler, et à s'organiser en coopératives.

Sûreté et sécurité maritimes dans le Golfe de Guinée
Décider de l'opérationnalité du Centre inter-régional de coordination

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

YAOUNDE abritera du 8 au 12 février prochain, une session extraordinaire de la réunion annuelle des hauts responsables du Centre inter-régional de coordination (CIC). En prélude à cette rencontre, le secrétaire général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), Ahmad Allam-Mi a fait un point de presse, hier, dans un hôtel de la place.

Au cours de cet échange élargi aux ambassadeurs de la CEEAC, de la CEDEAO et des pays amis, l'orateur a présenté les efforts jusque-là fournis par la communauté. "Il y a lieu de rappeler que cette stratégie a été adoptée après le sommet des chefs d'Etat de la CEEAC, de la CEDEAO et de la CGG, tenu en juillet 2013, lequel a mis en place le Centre inter-régional de coordination (CIC). Depuis lors, de nombreuses conférences, de nombreux documents, des avancées notables et des initiatives multiples ont vu le jour", a-t-il indiqué. Non sans souhaiter que ces efforts s'inscrivent dans une logique de cohérence. Ainsi, dira-t-il, "Il est capital que l'ensemble de ces travaux continuent de s'inscrire dans un mouvement cohérent en accord avec les dispositifs existants et en particulier avec les stratégies maritimes dont sont dotées les communautés régionales".

Allam-Mi s'est réjoui en outre de ce que la communauté à laquelle il appartient ait été la première instance économique régionale à se mobiliser en adoptant dès 2008, une stratégie maritime communautaire pour la sauvegarde des intérêts vi-



Photo : DR

Le secrétaire général de la EEAC, Ahmad Allam-Mi, lors de son point de presse.



Photo : DR

Une vue des ambassadeurs présents.

taux en mer de ses États. Aussi, a-t-il tenu à encourager les dynamiques impulsées par d'autres communautés. "Je salue la très récente création de l'Institut supérieur maritime international (ISMI) inauguré, récemment, à Abidjan (Côte d'Ivoire), grâce à l'implication des autorités ivoiriennes qui offriront, en lien avec le CIC, des formations de haut niveau dans le domaine de la sécurité maritime (...)", dit le SG de la CEEAC.

Par ailleurs, au regard des menaces que présente l'insécurité dans le Golfe de Guinée, la nécessité d'assurer le bien-être des populations se fait plus que sentir tel que l'a présenté le SG de la CEEAC. Au nombre de ces menaces de divers ordres, on note, le

trafic d'armes et de stupéfiants, la traite des êtres humains, la piraterie et les vols à main armée, la pêche illécite, le mouvement des navires sous norme, l'enfouissement des déchets toxiques, etc.

Fort de ces facteurs de déstabilisation, l'orateur a appelé à la mobilisation des États et des opérateurs de la mer des communautés régionales, de l'Union africaine (UA), etc., afin que "nous poursuivions ensemble les efforts communs pour renforcer l'existant, car dit-on, c'est l'union qui fait la force". Aussi, selon lui, il est question de tout faire pour se doter de moyens à la hauteur des ambitions. Ceci, en coordonnant les efforts des États avec les partenaires internationaux publics et privés.




COMMUNIQUE DE PRESSE

Mise en service du poste source d'Angondje

Libreville, le 04 février 2016 – Le Ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques et la SEEG informent les populations de la commune d'Akanda qu'ils procéderont, du vendredi 05 au dimanche 07 février 2016, à la dernière phase de mise en service du poste source d'Angondje.

Ces travaux programmés destinés à soulager le poste source d'Ambowé permettront d'améliorer également la fourniture d'électricité des quartiers de la zone nord de Libreville : Avorbam, Bodega, Cap Estérias, Cité Amissa, Marseille 2 et la zone du stade de l'amitié, notamment.

Les travaux de mise en service du poste nécessiteront une interruption de la fourniture d'électricité le vendredi 05 février, de 09h00 à 12h00, entre la zone Bodega et l'hôtel Héliconia ; et le samedi 06 février, de 08h00 à 16h00, entre la zone Bodega et Marseille 2.

D'ores et déjà, Le Ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques et la SEEG présentent leurs excuses aux usagers du service public de l'électricité de la commune d'Akanda, pour les perturbations que ces travaux pourraient occasionner et les remercient de leur compréhension.

Centre d'Appels SEEG : 01 76 73 73.

opéré par 